

N° 161 - Octobre 2024

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Photo : DR

SÉNÉGAL

AMADOU MAHTAR MBOW

Une bibliothèque africaine vient de brûler

DIASPORAS

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

news

Le Premier Magazine Mensuel

GRATUIT
des diasporas afro-caribéennes en France

Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF
est accessible à travers le monde sur www.diasporas-news.com

Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.

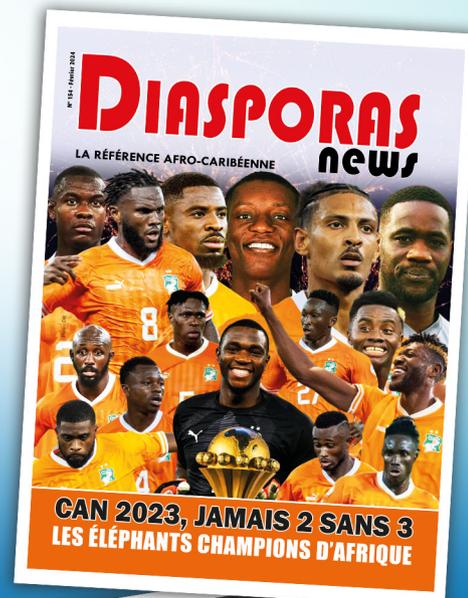
Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.



100 000
exemplaires

Pour tout renseignement

  DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

www.diasporas-news.com / contact@diasporas-news.com

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66



EDITO

Prisonniers mais humains avant tout



Partout en Afrique, selon les nombreux rapports d'Amnesty International, de nombreuses prisons sont devenues des mouiroirs. (Ph: DR)

DIASPORAS-NEWS
édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services
39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité
+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président Directeur de Publication
Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président
Claire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :
Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Kokouvi EKLOU

Directrice Marketing Relations Publiques
Coura SENE-DIACK

Direction Artistique
Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire
Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo
Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes
Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône
Valentin G. SIKELY

Développement Hérault
Benjamin AKA

Développement Ile de France
Jean-Luc GNAGO GROYOU

Développement Haute-Garonne
Jérôme M'BOUA

Développement Alpes-Maritimes
Christian BOUTILLIER

Dépôt Légal : à parution
ISSN : 2105-3928
Impression : en France

À Madagascar, six détenus sont morts de malnutrition en prison à Mananjary dans le sud-est de l'île. Les décès se sont succédé entre le milieu du mois d'août et fin septembre, a fait savoir l'administration pénitentiaire cette semaine. Alors que les prisons malgaches sont confrontées à une surpopulation carcérale et à un manque de moyens considérables, ce drame pose aussi question sur les mesures prises par l'État, après sa promesse en 2019 d'«humaniser» ses prisons.

À la prison de Makala en RDC, on ne compte plus les drames humains rapportés jour après jour. Les décès pour mauvais traitements, y sont légion. Mais comment comprendre que l'on meure encore en prison pour malnutrition, ou pire, par manque de nourriture ? Mais ne nous- y trompons pas, ce qui est dans ces lignes est valable pour de nombreux pays africains.

Humaniser les prisons, promesse des autorités malgaches, suppose-t-il que ces prisonniers n'étaient pas considérés comme tels ? Cela suppose-t-il qu'un prisonnier, quel que soit le délit commis, est un moins humain qu'un autre ? A-t-il moins de droits, notamment le droit à la vie qu'un autre, parce que derrière les barreaux ? Assurément non ! Un prisonnier demeure un humain comme tous les autres.

Claire Kaboré, représentante à Madagascar du Gret, ONG Internationale de dévelop-

pement, déplorait, après la tragédie « une situation particulièrement dramatique » qui reflète toutefois une réalité nationale : « Sur le côté alimentaire, en prison, il y a seulement une ration de plat de manioc par jour. C'est sûr que ce n'est pas une ration équilibrée, elle est largement insuffisante, et en quantité et en qualité. Donc s'il n'y a pas des familles proches qui peuvent apporter des paniers régulièrement, les personnes détenues ont de grandes chances de tomber dans la malnutrition. » Nous sommes en 2024, parti !

Ironie du mauvais sort, dirons-nous, en réponse au drame du Madagascar, du riz, de l'huile, mais aussi des compléments alimentaires ont été livrés « pour sauver des vies » à Mananjary, explique le ministère de la Justice. Preuve que cela était possible. Mais alors, pourquoi avoir attendu que l'irréparable se produise ?

Partout en Afrique, selon les nombreux rapports d'Amnesty International, de nombreuses prisons sont devenues des mouiroirs. Elles sont insalubres, insécures et accueillent entre 3 et 5 plus de personnes que leurs capacités d'accueil initial.

Ces six détenus de Mananjary sont six morts de trop. Vite, que quelque chose soit fait pour les prisonniers et les prisons en Afrique !

Malick Daho

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.



ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL (AES)

L'échec sécuritaire face aux terroristes

Plus d'un an après sa création, l'Alliance des États du Sahel, un pacte de défense mutuelle entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, est à la croisée des chemins. Elle vient de subir un revers sans précédent lors de la double attaque perpétrée mardi à Bamako par le Jnim, affilié à Al-Qaïda, au cœur de la capitale malienne. Malgré ses dénégations, l'AES fait face à une grave dégradation sécuritaire dans la région.

Plus d'une année après sa création, l'Alliance des États du Sahel (AES) patine. Pire, le pacte de défense conclu entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso le 16 septembre 2023, afin de rétablir la paix dans les trois pays en proie à la violence djihadiste, n'avance pas et la fragilité sécuritaire reste visible.

«Nous continuons de lutter sans relâche contre toutes les formes de terrorisme, pour défendre l'intégrité de nos territoires et notre souveraineté» déclarait, Assimi Goïta, président en exercice de l'AES, à l'occasion du premier anniversaire de cette alliance. Il a ensuite annoncé la création d'un passeport biométrique et d'une chaîne d'information commune.

«La réalité a vite rattrapé le discours», analyse sur France 24

Amara Mohamed, sociologue malien, pour qui «une fragilité de l'appareil sécuritaire» a empêché les agences de renseignements d'anticiper les événements de Bamako. Le jour même, alors que les coups de feu retentissaient dans la ville, Assimi Goïta était en pleine réunion avec une délégation de la confédération des États du Sahel pour discuter défense, mais aussi diplomatie et développement. Créée à la suite du coup d'État au Niger, le 26 juillet 2023, alors que la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) menaçait d'intervenir militairement à Niamey, l'Alliance des États du Sahel avait d'abord une visée purement sécuritaire, avant de devenir, en juillet dernier, une confédération. D'après les textes de base, les trois pays s'engagent sur un partage d'informations, de ren-

seignement, de coopération et de défense mutuelle.

GUERRE DE COMMUNICATION

«L'AES est surtout concentrée sur la protection des bases militaires, plutôt que sur une surveillance accrue des groupes terroristes, pour qui c'est une aubaine», reprend Amara Mohamed. «Il est donc facile pour les jihadistes de s'installer dans la zone des trois frontières [située au Sahel entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, NDLR] ou de descendre à Bamako.»

D'après l'ONG Acled (Armed conflict location and event data), qui collecte des données sur les conflits armés, le nombre de civils tués n'a cessé d'augmenter dans les trois pays, faisant plus de 10 000 morts en 2023. Un chiffre qui a triplé depuis 2020. Au Mali, 14 % de la po-

pulation est désormais exposée au conflit. Le vendredi 20 septembre 2024, après avoir subi deux attaques en deux jours au nord-ouest et sud-est du pays, le gouvernement du Niger a annoncé des «des mesures exceptionnelles» de sécurité.

Au Burkina Faso, dans la boucle du Mouhoun particulièrement (nord-ouest), le nombre «d'événements politiques violents» devrait connaître une hausse de 50 % au cours du deuxième semestre 2024, selon les prévisions réalisées par Acled. Le 24 août 2024, plus de 200 civils ont été tués dans l'attaque de Barsalogo, dans le centre-nord du pays. «L'attaque de Barsalogo, comme celle de Bamako [au Mali], relève de l'imprévisible», analyse Amara Mohamed. «Avec un tel effet de surprise, les groupes jihadistes auront toujours un pas d'avance sur les

AES, le jeu des alliances

A lors qu'Assimi Goïta accuse l'Ukraine de « se ranger du côté du terrorisme au Sahel » en soutenant le CSP, le partenariat entre la Russie et le Mali s'annonce lui, moins efficace que prévu.

Le jeu des alliances ne s'arrête pas là. Le 1er septembre 2024, les groupes indépendantistes du Nord-Mali (CSP-PDA) ont annoncé mutualiser leurs forces avec le Front patriotique de libération (FPL), mouvement rebelle nigérien. Quant au gouvernement de



Les chefs d'État du Mali, Assimi Goïta, du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, et du Niger, Abdourahmane Tiani, lors du premier sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance des États du Sahel (AES) à Niamey. (Ph: DR)

Niamey, il a préféré garder un pied dans la Cédéao en rencontrant une délégation du Nigeria fin août, avec qui il partage une frontière sensible.

Si les deux pays ont signé un protocole d'accord visant à renforcer leur coopération sécuritaire, le Niger ne compte pas pour autant s'éloigner de ses deux voisins putschistes. Récemment, une délégation de fonctionnaires parlementaires s'est déplacée à Ouagadougou, tout comme les Maliens l'ont fait avant eux. Avec pour objectif la création prochaine d'un parlement de la confédération de l'AES.

L.T.

armées de l'AES», explique le sociologue.

Pourtant la communication officielle de l'AES n'en dément pas : selon elle, depuis la création d'une force conjointe des États de l'AES début mars, les victoires s'enchaînent dans la région. « Fin juillet, la Force conjointe de l'AES met pied sur Tin Zaouatine [dans le nord du Mali]. Ainsi, le dernier réduit de la coalition terroriste tombe après Kidal », a-t-on pu entendre alors à la télévision nationale burkinabè. De l'autre côté du front, les membres du Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA), groupe indépendantiste à majorité touareg, ont pourtant assuré de leur victoire sur l'armée malienne et ses supplétifs russes.

« Le seul point fort de l'AES, c'est sa communication à outrance », assure encore Amara Mohamed. « Il est difficile de quantifier la part de vérités et de contrevérités dans ce qui est dit. » Selon lui, une partie de la jeunesse rurale, galvanisée par la lutte contre l'Occident, croit à ce rêve de liberté et d'indépendance vendu par l'Alliance. Jusqu'à quand ?

Lamine Thiam

Un accord signé avec l'agence spatiale russe

Le chef de la junte malienne, Assimi Goïta, a récemment réuni de hauts responsables militaires pour « ajuster la stratégie » et « donner de nouvelles orientations », quelques jours après des attaques jihadistes qui ont fait des dizaines de morts à Bamako. La junte malienne et ses alliés burkinabè et nigériens ont formalisé un accord avec Glavkosmos, filiale de l'agence spatiale russe Roscosmos, pour obtenir du renseignement satellitaire.



Les abus des djihadistes créent la désolation au Mali, au Niger et au Burkina Faso. (Ph: DR)

L'AES veut utiliser les grands moyens pour venir à bout des djihadistes. Les orientations complémentaires annoncées par Assimi Goïta pourraient être d'ordre spatial avec un accord signé avec Glavkosmos, filiale de l'agence spatiale russe Roscosmos, pour obtenir de l'imagerie satellitaire. Mais cela ne sera pas suffisant pour endiguer la menace. En effet, « ça présente un gros avantage quand on est dans des zones

qui sont densément équipées d'infrastructures, mais c'est une photo qu'on peut actualiser qu'une fois toutes les 24 heures, explique Didier Castre, ancien commandant de l'opération Serval. Donc quand on est dans des zones comme le Sahel, dans laquelle les gens avec un pick-up sont capables de faire 400 km dans la nuit, qu'ils dorment dans le repli d'entre deux cailloux, ça se présente quand même beaucoup moins d'intérêt parce que ce

n'est pas exploitable. Je pense que c'est plutôt une histoire de statut plutôt qu'une histoire d'efficacité opérationnelle ». En revanche, le Mali comme le Niger disposent de drones très efficaces : les TB2 fournis par la Turquie. Mais dans l'immensité du Sahel, encore faut-il savoir vers où les orienter pour obtenir des informations, et tout repose sur un renseignement préalable, qui, aujourd'hui, semble faire défaut.

L.T.



POLITIQUE » Guinée

Mamadi Doumbouya candidat à la présidentielle ?

Le général Mamadi Doumbouya (44 ans), qui a dirigé le coup d'Etat en septembre 2021, pourrait être candidat à la prochaine présidentielle, selon le porte-parole de la junte au pouvoir. La date de l'élection n'est pas encore communiquée, mais la nouvelle Constitution, qui fait débat, devrait être adoptée avant la fin de l'année.



La charte de la transition guinéenne n'autorise pas le général Mamadi Doumbouya à être candidat à la présidentielle. (Ph : DR)

En Guinée, Mamadi Doumbouya se présentera-t-il à l'élection présidentielle ? La charte de la transition l'interdit mais plusieurs membres de la junte et du gouvernement y sont favorables car rien, dans la future constitution, n'empêche le général d'être candidat. Pour le ministre guinéen des Affaires étrangères, Morissanda Kouyaté, les choses sont claires. Une inversion du calendrier des

élections n'est pas à exclure, pour commencer par la présidentielle. « Comme c'est au niveau de la magistrature suprême que les populations et la communauté internationale perçoivent mieux les avancées démocratiques, nous pourrions même commencer par l'élection présidentielle, comme gage d'engagement », a-t-il suggéré. En revanche, il a laissé la porte ouverte à une candidature de l'actuel chef de la transition Ma-

madi Doumbouya à la prochaine présidentielle. « Cette constitution, la nouvelle, ne sera pas et ne sera pas une machine à exclure. Elle ne peut pas commencer dans son préambule par l'égalité de tous les Guinéens et de toutes les Guinéennes en droits et en devoirs. Et se terminer par l'exclusion de quelques-uns, selon les humeurs et calculs politiques de tel ou tel acteur. » Pourtant la charte de la transition est claire sur ce point. Elle

n'autorise pas les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) à se présenter.

De son côté, l'ANAD, l'Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie, une coalition de l'opposition, appelle la junte au pouvoir à organiser des élections d'ici la fin 2024 afin de rendre le pouvoir aux civils. « Depuis un certain temps, il y a une réelle velléité de la part du CNRD de confisquer le pouvoir, de confisquer toutes les libertés individuelles et collectives dans notre pays. Ils se sont engagés dans un accord dynamique avec la Cédéao sur dix points, qui stipulait que la fin de la transition, c'est au plus tard le 31 décembre 2024. Mais à date, rien n'est complètement fait sur le terrain qui puisse amener les acteurs politiques à dire que le CNRD est disposé à céder le pouvoir aux civils comme prévu dans l'accord dynamique », dénonce son président Souleymane Souza Konaté. Avant de marteler : « Pour nous, après le 31 décembre 2024, le CNRD ne sera plus légitime pour conduire la transition dans notre pays et nous allons appeler à la mise en place d'une transition civile qui aura pour mandat l'organisation des élections, pour permettre aux Guinéens de choisir leurs dirigeants ».

Lamine Thiam



Bénin « POLITIQUE

Olivier Boko, l'homme qui voulait renverser Patrice Talon

Olivier Boko (59 ans), opérateur économique et très proche du chef de l'État, et l'ancien ministre des Sports Oswald Homeky, ont été interpellés le 24 septembre 2024 à Cotonou. Des interpellations qui font beaucoup de bruit, en raison de la personnalité de l'homme d'affaires Olivier Boko, très influent dans la « galaxie » Patrice Talon. Détails.

À deux ans de la présidentielle au Bénin, les grandes manœuvres ont (déjà) commencé. L'homme d'affaires et ami de Patrice Talon, Olivier Boko, a été arrêté dans la nuit du 23 au 24 septembre 2024 hors de chez lui alors qu'il était en voiture. Depuis, difficile d'obtenir des informations précises sur sa situation. Le lieu où il est gardé varie selon les sources. Les relations entre ce poids lourd de la galaxie Talon et le chef de l'État du Bénin ont commencé à se dégrader depuis que des associations et mouvements ont commencé à évoquer son nom comme « meilleur dauphin » de Patrice Talon en 2026. À en croire le procureur spécial de la Criet, Mario Métonou, l'homme d'affaires Olivier Boko accompagné de l'ex-ministre des sports, Oswald Homéky, ont approché le commandant de la Garde républicaine Dieudonné Tévoédjrè et lui ont parlé d'un projet de coup d'État. « Le commandant de la Garde républicaine a été entrepris par le ministre Oswald Homeky pour son compte et celui d'Olivier Boko à l'effet d'opérer par la force un coup d'État dans la journée du 27 septembre 2024 », a-t-il dit.

Pour le convaincre, les deux personnalités ont ouvert un compte bancaire au lieutenant-colonel Dieudonné Tévoédjrè dans une banque ivoirienne avec un avoir de plus de 100 millions de francs CFA. Ils auraient aussi proposé de l'argent en liquide. Une grosse



L'opérateur économique Olivier Boko (en arrière), a-t-il vraiment tenté de renverser son grand ami Patrice Talon ? (Ph: DR)

somme. Selon le procureur, l'ancien ministre des Sports a été interpellé à son domicile dans la nuit du 24 au 25 septembre 2024 au moment où il remettait des sacs remplis d'argent au commandant de la Garde républicaine. Les images des sacs et les billets de banque entreposés dans le coffre d'un 4X4 appartenant au ministre ont été projetés sur un écran pour les journalistes.

La somme est évaluée à 1,5 milliard de FCFA et lui a été proposée pour le convaincre, explique Mario Métonou. Le procureur ne précise pas qui a dénoncé le projet. Selon nos informations, le lieutenant-colonel arrêté au même moment que le ministre a été entendu mais serait libre.

Le mouvement Objectif 2026, qui soutient une éventuelle candidature d'Olivier Boko à la présidentielle en 2026, à travers un communiqué, a dénoncé une « atteinte grave aux droits fondamentaux et aux principes de l'État de droit » et parle « d'acharnement politique ».

Pour le politologue Joël Atayi-Guedegbe, beaucoup de zones d'ombres entourent encore cette affaire dans un contexte de lutte de pouvoir pour la succession du président Patrice Talon, qui arrivera en 2026 au terme de son second mandat. La Constitution béninoise fixe à deux mandats la limite de l'exercice présidentiel.

Ce serait à la justice d'apporter les éléments les plus probants

et de convaincre les béninois. Il y a l'hypothèse de l'affabulation. De l'acharnement et pourquoi pas l'hypothèse d'une grotesque mise en scène ou d'un scénario destiné à victimiser les amis du président Talon quitte à les rendre plus populaires et plus acceptables pour la population ou l'électorat dans le cadre d'une élection. « Nul ne sait exactement dans quel schéma nous sommes, confie Joël Atayi-Guedegbe. Effectivité des allégations ou manque de preuves et puis disculpation ou bien finalement mise en scène avec la complicité de ceux qui sont actuellement en état d'arrestation ». Les prochains jours nous situeront.

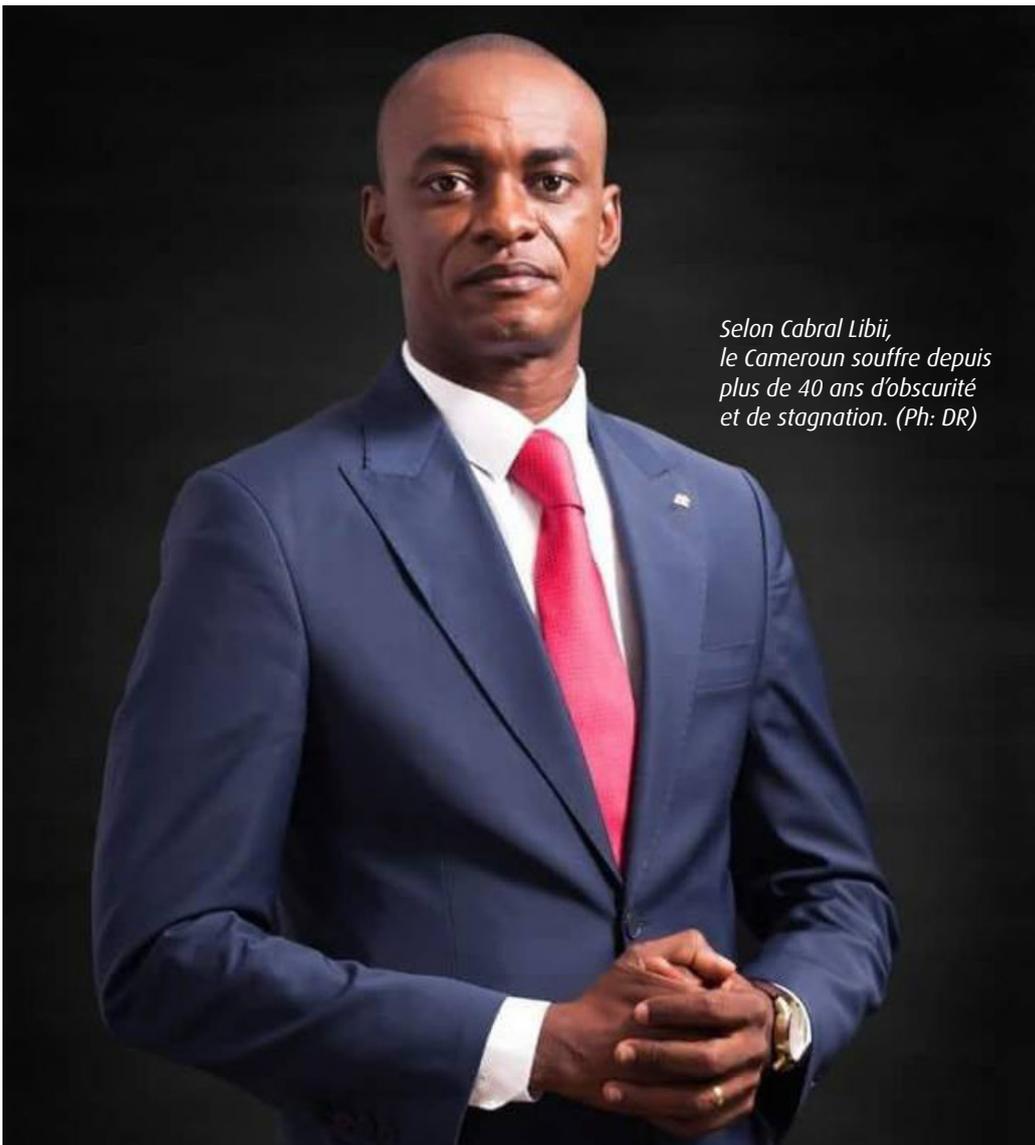
Alain Dossou



POLITIQUE » Cameroun

Cabral Libii : « Je rêve d'être le président de la République du Cameroun »

Au Cameroun, la course à la présidence, prévue en 2025, est lancée. À l'occasion de la sortie de son livre *Ce que j'ai vu : Manifeste de la rupture et du progrès*, l'opposant Cabral Libii a officialisé sa volonté de participer à l'élection présidentielle.



Selon Cabral Libii, le Cameroun souffre depuis plus de 40 ans d'obscurité et de stagnation. (Ph: DR)

Cette fois sera-t-elle la bonne pour Cabral Libii Li Ngué dit Cabral Libii ? Journaliste, enseignant-moniteur de droit camerounais et député à l'Assemblée nationale, le leader char-

ismatique du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN) se montre très confiant en vue de la prochaine présidentielle. « Je rêve toujours d'être le président de la République du Cameroun », déclare-t-il.

Fort de son expérience politique et de sa position de député et président du PCRN, il espère convaincre les Camerounais. Arrivé en troisième position, lors du scrutin en 2018, Cabral Libii vient de terminer une longue

tournée dans tout le pays pour entendre les électeurs et leur proposer – c'est le but de son manifeste – des solutions.

Selon Libii, le pays souffre depuis plus de 40 ans d'obscurité et de stagnation. Son programme vise à redresser la nation à travers des réformes démocratiques profondes. Il prévoit également des investissements dans des infrastructures clés comme la santé et l'éducation.

Au cœur du projet de Cabral Libii se trouve la nécessité d'un renouveau démocratique. Il affirme avoir parcouru le Cameroun en long et en large pour écouter les attentes de ses compatriotes. Son constat est sans appel : « Le pays étouffe, c'est une chose que j'ai entendue ».

La démocratie, selon lui, sera le premier levier de transformation. Il s'engage à répondre aux besoins urgents des Camerounais. Cela comprend la construction d'hôpitaux et la formation des jeunes pour leur offrir des perspectives d'avenir. Il s'agit également d'établir un État protecteur capable de libérer les talents individuels.

« Les Camerounais attendent un État qui puisse construire un hôpital. Les Camerounais attendent un État qui puisse former leurs enfants pour qu'ils soient aptes à œuvrer plus tard pour le redressement de leur pays et occuper la place que le Cameroun mérite dans le monde. Les Camerounais attendent un État qui les protège et qui leur donne la possibilité de faire éclore leurs talents ».

A.D.



Gabon « POLITIQUE

Les confessions d'Ali Bongo

Dans une récente lettre ouverte adressée aux Gabonais, l'ex-président Ali Bongo se dit conscient des insuffisances lors de ses différents mandats. Il affirme en être le seul responsable et appelle à renoncer à la vengeance en libérant son épouse et son fils Nouredin.



Ali Bongo demande à son pays de ne pas céder à la vengeance contre sa famille. (Ph: DR)

Plus d'un an après avoir été renversé par un coup d'Etat, l'ex-chef de l'Etat gabonais a fait diffuser le mercredi 19 septembre 2024 dans la soirée par ses avocats une lettre ouverte signée de sa main. Dans ce texte de deux pages, le président renversé appelle à la libération de son épouse Sylvia et de son fils Nouredin, incarcérés à la prison centrale de Libreville mais aussi à l'arrêt des violences contre eux.

Ali Bongo appelle « à l'apaisement, à l'arrêt des violences et des tortures intentées contre ma famille, plus particulièrement mon épouse Sylvia et mon fils Nouredin et à leur libération ». Sa femme et son fils, qui, ajoute-t-il, sont depuis trop longtemps désormais emprisonnés pour des faits dont ils n'ont pas été reconnus coupables, bouc-émissaires d'une situation qui va bien au-delà de leur personne ».

Evoquant sa situation person-

nelle, Ali Bongo confie ne pas être « libre de ses déplacements » et affirme être « soumis à surveillance quotidienne ».

Il est « isolé du monde extérieur, sans communications, sans nouvelles de ma famille », écrit-il. L'ancien locataire du palais du bord de mer entend assumer seul son bilan. Il se dit « conscient » de ce qui a été accompli sous sa présidence mais admet également « des insuffisances ». En forme de mea culpa, il écrit : je com-

prends que malgré les réalisations effectuées sous mes mandats, trop de Gabonais souffrent encore et cela reste mon plus grand regret ».

Rappelons que Sylvia et Nouredin Bongo sont poursuivis pour « haute trahison contre les institutions de l'Etat, détournements massifs des deniers publics et des malversations financières internationales en bande organisée ».

Marie-Inès Bibang



L'Égypte et le Maroc se battent pour entrer au conseil de sécurité

En septembre 2022, le président Joe Biden a promis un élargissement des membres permanents au Conseil de sécurité à l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du sud. Depuis le sujet est relancé. Parmi les favoris, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte, l'Algérie et le Maroc qui a de bonnes cartes pour obtenir un des deux sièges au sein du Conseil de sécurité.

De nouveaux états pourraient intégrer le club des cinq membres permanents de l'instance exécutive des Nations unies. L'Afrique est concernée par une éventuelle redistribution, sous le parrainage des Etats-Unis, des sièges au sein de l'instance exécutive des Nations unies.

L'Union africaine a déjà revendiqué une représentation du continent qui soit à la hauteur de son poids sur la scène internationale, démographique et économique. Les présidents africains qui se sont succédé à la tribune de la 79e session de l'AG de l'ONU (22-27 septembre 2024) ont réclamé deux sièges pour l'Afrique. Dans son intervention, le président du Kenya, William Ruto, a pointé une organisation «dysfonctionnelle, non démocratique, non inclusive, non redevable, autocratique et opaque».

L'administration Joe Biden appuie cette revendication d'élargissement. «Il est temps que les dirigeants africains aient une place permanente au Conseil de sécurité», a déclaré l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield. Néanmoins, la diplomate a tenu à préciser que les heureux élus n'auront pas accès au droit de veto. Une exception qui consacre la continuité de l'ordre mondial établi au lendemain la seconde guerre mondiale, avec



Le royaume chérifien dirigé par Mohammed VI a déjà scellé des alliances stratégiques avec les Etats-Unis, la Russie et la Chine. (Ph: DR)

la création en 1945 de l'ONU. Mais au-delà de cette condition, la question qui taraude les esprits au sein du continent, est l'identité des potentiels élus pour occuper les deux sièges permanents qui seraient dévolus à l'Afrique. Les candidats sont nombreux : L'Afrique du sud, l'Égypte, le Kenya, le Nigeria, l'Algérie et le Maroc souhaitent décrocher le précieux sésame qui ouvrira la voie au Conseil de sécurité. Le Caire et

Abuja ont certes l'avantage de la géographie et la démographie mais sont sujets à l'instabilité politique.

Le Maroc a ses chances. Le royaume a déjà scellé des alliances stratégiques avec les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Trois pays avec lesquels, Rabat a su garder de bonnes relations dans un contexte géopolitique mouvementé. Israël, acteur influent sur la scène internationale, ne devrait pas s'opposer

à une candidature marocaine au nom de l'Afrique, alors que les deux pays ont rétabli, le 10 décembre 2020, leurs relations diplomatiques.

La liste des pays candidats au club des Cinq doit, d'abord, avoir le feu vert du Conseil de sécurité, ensuite elle sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale de l'ONU.

Alain Dossou



L'aéroport de Guadeloupe rebaptisé « TRANSPORT

Maryse Condé, nouvel emblème de l'aéroport de Guadeloupe

L'aéroport de Guadeloupe vient d'être rebaptisé Maryse Condé. Anciennement baptisé Aéroport de « Pointe-à-Pitre -Le Raizet », il a été officiellement renommé en l'honneur de la grande dame qu'était l'écrivaine Maryse Condé.



Depuis dimanche 29 septembre, l'aéroport de Guadeloupe est rebaptisé aéroport Guadeloupe - Maryse Condé en hommage à l'autrice guadeloupéenne décédée en avril 2024.

© Alain Cassang / ABACA

L'aéroport de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, a été renommé « Maryse Condé » en septembre 2024, en l'honneur de l'écrivaine emblématique francophone dont les œuvres abordent les thèmes de l'identité antillaise et du colonialisme. Il s'agit du premier aéroport en France à porter le nom d'une femme noire. La décision de renommer l'aé-

roport s'inscrit dans une volonté de valoriser les personnalités locales ayant contribué au rayonnement culturel de la Guadeloupe. Ce changement reflète aussi l'importance de Maryse Condé (décédée le 2 avril 2024) en tant qu'ambassadrice culturelle, non seulement pour les Antilles mais aussi pour l'ensemble du monde francophone. C'est Ary Chalus, le président de Région qui a officiellement de-

mandé à renommer l'aéroport en son honneur. Cette nouvelle appellation marque une reconnaissance de son influence dans le paysage littéraire francophone et international. Le président français Emmanuel Macron avait approuvé l'idée lors de l'hommage national rendu à Maryse Condé le 15 avril 2024. Maryse Condé est une figure incontournable de la littérature, ayant exploré dans ses œuvres

les questions d'identité, de colonialisme et de diaspora antillaise. Parmi ses œuvres les plus emblématiques, « Ségou » et « Moi, Tituba sorcière » ont eu un retentissement majeur. En 2018, l'autrice a reçu le Prix Nobel alternatif de littérature, confirmant sa place parmi les écrivains les plus influents de son époque.

Marie-Inès Bibang



SOCIÉTÉ » XIXe Sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts

Des acquis pour les pays francophones africains

Le XIXe Sommet de la Francophonie s'est tenu à Villers-Cotterêts, un lieu hautement symbolique pour la langue française, en octobre 2024. Ce sommet a rassemblé les dirigeants de 88 pays membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) autour de thématiques centrales comme l'éducation, la coopération économique, la transformation numérique et le développement durable. Sous l'immense toit du château, des discussions intenses et engagées ont réuni autour du Président français Emmanuel Macron, chefs d'État, ministres et acteurs économiques du monde francophone, tous animés par une ambition commune : renforcer la place du français et améliorer les conditions de vie dans les nations africaines. Les pays francophones africains, qui représentent une part significative de la communauté francophone mondiale, ont été au cœur des discussions, avec des acquis importants dans plusieurs domaines stratégiques. L'éducation a été un des principaux sujets abordés au cours de ce sommet, avec une attention particulière sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement dans les pays africains francophones. L'un des acquis majeurs pour ces pays est l'engagement de la Francophonie à former 50 000 enseignants au cours des dix prochaines années, en mettant l'accent sur l'Afrique subsaharienne, où les besoins sont les plus criants. Les chefs d'État



Les pays francophones africains ont été au cœur des discussions, avec des acquis importants dans plusieurs domaines stratégiques. (Ph: DR)

africains ont souligné l'importance de cette initiative pour combler le déficit éducatif qui freine le développement économique et social de la région. De plus, un accent particulier a été mis sur l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement, permettant ainsi d'atteindre des millions de jeunes dans des zones rurales où les infrastructures scolaires sont insuffisantes.

EDUCATION ET NUMÉRIQUE

Un plan de formation des enseignants francophones, financé par l'OIF, le déploiement de plateformes numériques éducatives adaptées aux besoins locaux, et le développement de manuels et de ressources péda-

gogiques en langue française pour les systèmes éducatifs africains, sont les principaux acquis obtenus pour l'éducation. L'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les pays francophones africains est la fracture numérique, exacerbée par un manque d'infrastructures et de moyens. Lors de ce sommet, les dirigeants se sont engagés à favoriser une plus grande inclusion numérique dans les pays en développement, notamment en Afrique.

Un fonds de solidarité numérique a été créé pour soutenir des projets d'accès à Internet dans les régions les plus reculées, facilitant ainsi l'accès aux services éducatifs, économiques et sociaux. Les pays africains pourront bénéficier de

ce fonds pour financer des initiatives visant à étendre l'accès à Internet, développer des infrastructures de télécommunications, et offrir des formations en compétences numériques, particulièrement aux jeunes et aux femmes. Cette transformation numérique est essentielle pour accélérer la croissance et l'innovation en Afrique.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Afrique francophone est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, avec des impacts dévastateurs sur l'agriculture, les ressources en eau, et la biodiversité. Le sommet de Villers-Cotterêts a permis de renforcer les enga-



XIXe Sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts « SOCIÉTÉ »

gements des pays membres en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique, notamment à travers des projets de conservation des forêts tropicales et des initiatives de transition énergétique.

Les pays africains, notamment ceux de la région du Bassin du Congo, bénéficient d'un soutien accru pour protéger leurs forêts, souvent appelées le « poumon de l'Afrique ». Ces forêts, essentielles pour la régulation du climat mondial, sont confrontées à la déforestation rapide. Le sommet a également permis de mobiliser des financements internationaux pour soutenir des projets d'agriculture durable et de reforestation, et de conservation des forêts tropicales en Afrique centrale. À cela s'ajoutent le financement de projets de soutien à la transition énergétique avec des investissements dans les énergies renouvelables, et la mobilisation de ressources pour l'adaptation au changement climatique, notamment dans l'agriculture.

PROMOTION DES JEUNES ET DES FEMMES

Un autre point clé du sommet a été la reconnaissance du rôle central des jeunes et des femmes dans le développement économique et social de l'Afrique francophone. Des programmes spécifiques ont été lancés pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, notamment à travers des initiatives de micro-financement et de formation professionnelle. L'OIF s'est engagée à soutenir la création d'emplois pour les jeunes dans des secteurs émergents comme les technologies de l'information, l'agriculture durable, et les énergies renouvelables. En outre, les efforts pour favoriser l'égalité des sexes dans les pays africains ont été renforcés, avec des projets ciblant l'auto-

nomisation des femmes dans les zones rurales et urbaines.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE RENFORCÉE

La question de la coopération économique a été au cœur des discussions du XIXe sommet de la Francophonie. L'objectif est de renforcer les liens commerciaux entre les pays francophones, notamment en Afrique, pour encourager une meilleure intégration économique. Des initiatives ont été lancées pour favoriser le commerce intra-francophone, réduire les barrières douanières et promouvoir l'investissement dans les infrastructures. Les dirigeants africains ont salué ces engagements, soulignant que l'Afrique francophone dispose d'un potentiel énorme en matière de ressources naturelles et humaines, mais qu'elle a besoin d'investissements et de partenariats pour transformer ces atouts en développement durable.

Le XIXe sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts a marqué un tournant décisif pour les pays africains francophones, avec des acquis concrets dans des domaines clés comme l'éducation, le numérique, le développement durable et l'autonomisation des jeunes et des femmes. Les engagements pris lors de ce sommet reflètent la volonté de l'Organisation Internationale de la Francophonie de placer l'Afrique au centre de ses priorités, tout en renforçant la coopération entre ses membres pour relever les défis du XXIe siècle. Les perspectives tracées ouvrent la voie à une Francophonie plus inclusive et dynamique, où les pays africains joueront un rôle moteur dans la transformation de l'espace francophone mondial.

J.C. PAGNI

Pourquoi Félix Tshisekedi a boudé la fin du sommet

Un incident diplomatique a été évité lors du 19^e sommet de la Francophonie, en France les 4 et 5 octobre 2024. Pour preuve, le sommet a pris fin sans le président congolais, Félix Tshisekedi.

Concernant l'est de la RDC pourtant, les dirigeants disent condamner fermement les violations du droit national, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du pays. Ils condamnent également « tous les groupes armés opérant en RDC et tout soutien extérieur apporté à ces groupes ».

Le président de la République démocratique du Congo n'a pas apprécié qu'Emmanuel Macron ne mentionne pas le conflit dans l'est de la RDC la veille lors de son discours à Villers-Cotterêts, au moment où il évoquait les crises que traverse le monde. Félix Tshisekedi n'a pas non plus participé au déjeuner offert par Louise Mushikiwabo, la secrétaire générale de l'OIF. « Qu'il n'y ait pas malentendu. Hier, je l'ai dit moi-même, je n'ai été que parcelleire dans les citations. Il y a beaucoup de crises, de tensions, de guerres que je n'ai pas citées », a réagi le samedi 5 octobre Emmanuel Macron en conférence de presse. Et le président français d'ajouter : « Il n'y a pas de double standard dans la diplomatie de la France. »

Nous encourageons très clairement la RD Congo et le Rwanda à parvenir à un accord dans le cadre de la médiation angolaise et l'OIF doit jouer un rôle en soutien des efforts régionaux à ce titre, et je l'ai dit successivement au président Tshisekedi et au président Kagame. Pour ce qui est de la France, nous avons toujours été clairs et je l'ai redit à l'un à l'autre, nous appelons au retrait du M23 et des troupes rwandaises. Nous appelons aussi à proc-

der au démantèlement des FDLR et de tous les groupes armés en RDC, et à l'arrêt des discours de haine. « Nous appelons aussi à un processus politique avec le M23 et toutes les composantes politiques pour permettre justement un chemin de paix et le retour plein et entier de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC », a conclu le chef de l'État français.

En marge du sommet, la discussion en tête-à-tête entre Emmanuel Macron et Paul Kagame, président du Rwanda, a duré une heure. La veille, le président français s'était entretenu sur le même format avec Félix Tshisekedi. Deux rencontres séparées consacrées à la situation dans l'est de la RDC. Emmanuel Macron entretenant de bons rapports avec les deux présidents, il a tenté, à l'occasion de ce sommet, d'utiliser cette carte pour favoriser la poursuite des discussions engagées dans le processus de Luanda, discussions qui ont récemment subi un coup d'arrêt.

L'objectif de l'Élysée était dans un premier temps d'aboutir « à une rencontre entre les deux présidents dans le meilleur délai possible et sous médiation angolaise », confiait-on à l'Élysée. Une idée qui ne séduisait pas vraiment les autorités rwandaises : « Une rencontre entre les deux présidents, si c'est pour une photo, ça n'a aucun intérêt », expliquait à RFI Olivier Nduhungirehe, le ministre rwandais des Affaires étrangères. Dans cette situation de blocage, il ne faisait aucun sens d'avoir une photo entre deux chefs d'État. Il fallait qu'il y ait un accord avant cette rencontre.

Alain Dossou

HOMMAGE » Sénégal



Amadou Mahtar Mbow, premier Africain directeur général de l'Unesco

Amadou Mahtar MBOW a eu une vie dédiée à la promotion de l'éducation et de la culture. (Ph: DR)



Décédé le 24 septembre dernier, à l'âge de 103 ans, Amadou Mahtar Mbow, est un homme de records. Premier Africain directeur général de l'UNESCO, il est aussi un des rares à avoir vécu jusqu'au chiffre fatidique de 100 ans, qu'il a même allègrement dépassé. Ce grand homme qui fut scout, combattant, enseignant, député, opposant, ministre de l'Éducation nationale, puis de la Culture et de la Jeunesse du Sé-

négal, aura traversé son époque avec dignité et grandeur, en portant au plus haut les droits et les valeurs culturels de ceux que l'on réduisait alors au tiers-monde. Federico Mayor, qui fut son successeur à l'Unesco, avait salué en lui « un grand Monsieur de ce monde ». À une période ou pas un seul chef d'état n'avait de respect pour lui. Oui, Mahtar Mbow imposait le respect par ces qualités intellectuelles, ses convictions et son caractère, qui en faisaient une main de fer dans un gant de velours.

Le parcours exemplaire du professeur Amadou Mahtar Mbow s'inscrit dans une période d'importants changements historiques en Afrique et dans le monde, et témoigne des enjeux et des combats de ces époques. Si la seconde université de Dakar (UNIDAK II) porte son nom, c'est la reconnaissance pour services rendus à plusieurs reprises à la nation sénégalaise, mais aussi à l'Afrique, au tiers monde et à toute la communauté scientifique internationale.

Amadou-Mahtar Mbow est né le 20 mars 1921 à Dakar. Lorsqu'il s'engage volontairement dans l'armée de l'air française à 18 ans, c'est la Seconde Guerre mondiale. Démobilisé en 1945, il commence par entreprendre des études d'aéronautique, passe un baccalauréat en Lettres modernes et rentre à l'Université de la Sorbonne où il obtient une licence ès-lettres d'enseignement. Il fonde la Fédération des étudiants africains en France, prépare une thèse de doctorat d'État en géographie et



Sénégal « HOMMAGE

sort professeur d'histoire et de géographie.

De retour en Afrique, il est de 1951 à 1953 professeur au collège de Rosso en Mauritanie, puis de 1953 à 1957, il crée et dirige un service d'éducation de base (alphabétisation, éducation sociale et développement communautaire) sur plusieurs sites au Sénégal.

Durant la période d'autonomie interne du premier gouvernement sénégalais, il devient de 1957 à 1958, ministre de l'Éducation et de la Culture, mais démissionne très vite, pour s'engager pleinement dans la lutte pour l'indépendance de son pays. Il redevient alors professeur au Lycée Faidherbe à Saint-Louis du Sénégal et à l'École normale supérieure de Dakar, et à partir de 1966, il est de nouveau ministre de l'Éducation nationale, puis ministre de la Culture et de la jeunesse, et député en 1968, à l'Assemblée nationale du Sénégal.

Porté par le Groupe africain et le Groupe des non-alignés, il est nommé en 1970 sous-directeur général chargé de l'éducation de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), et en 1974 les États membres le font élire à l'unanimité Directeur général de l'Unesco pour un mandat de six ans. Il sera alors la seconde personnalité d'un pays du tiers monde, après le Mexicain Jaime Torres Bodet, à occuper ce poste et donc le premier Africain à être à la tête d'une des plus prestigieuses organisations des Nations unies. Il sera réélu, avec la même unanimité en 1980, pour un second mandat de sept ans. Son élection à l'Unesco a été un grand moment dans le monde et l'action qu'il y a conduite a été éclatante. Admiré par d'éminents chefs d'états dont l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, Mahtar Mbow suscitait respect et admiration. Il savait dire les



Discret homme de culture et de grande valeur. (Ph: DR)

choses, sans faux-fuyant, alliant la métaphore à la diatribe pour contourner l'adversité.

Ces deux mandats, il les réalisera dans une période difficile, marquée par la guerre froide, durant laquelle il s'est efforcé de sauvegarder la cohésion des États membres autour des idéaux de l'organisation tout en œuvrant sans relâche pour l'ouverture et la connaissance réciproque à toutes les cultures des peuples du monde. De même, dans les domaines de l'éducation, par la promotion des savoirs et le renforcement de la coopération internationale ou des droits de l'homme, Amadou Mahtar Mbow a toujours porté les idéaux de paix et de fraternité

humaine dans toute son action.

Même si des crises secouent l'Unesco et provoquent le départ des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de Singapour de l'organisation vers la fin de son deuxième mandat, avec une presse qui tenta de le déstabiliser, le Sénégalais recevra la reconnaissance de tous à la fin de son passage dans l'institution.

Le jour de son départ de l'Unesco, l'hommage de tous les États membres sera unanime pour saluer la qualité du travail accompli, y compris ceux des pays qui ont quitté l'organisation à cette époque et qui ont voulu témoigner de leur grande estime à l'égard de cet homme remar-

quable.

Le professeur d'histoire et de géographie qui a œuvré avec passion pour l'éveil des consciences et la reprise en mains par les Africains de leur destinée, des petits villages du Sénégal jusqu'à la présidence de l'Unesco, a publié de nombreux ouvrages, de nombreux manuels sur la renaissance de l'Afrique, sur sa philosophie d'un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, qui signent les combats du continent. Amadou Mahtar Mbow parti, puissions-nous espérer que son œuvre lui survive !

Malick Daho

SOCIÉTÉ » L'ONG MILDOVE présente DIADÈMES

Le Trophée des Séniors



M. Georges Tai BENSON: DIADÈMES Étoile (Journaliste).

La première édition des Diadèmes Awards, la cérémonie de célébration des personnes du 3e et 4e âges en Côte d'Ivoire, a eu lieu le samedi 16 Décembre 2023 au Novotel Plateau en présence de plusieurs personnalités dont S.E. Mme Kandia Kamissoko Camara, Présidente du Sénat de Côte d'Ivoire et Marraine de la cérémonie, Mme Sarah SAKO, Vice Présidente du Sénat, Mme Ami Tounkara, Vice Présidente de l'Assemblée Nationale).

Durant cet évènement solennel sponsorisé par l'IPS-CGRAE avec l'appui de l'IPS-CNPS, l'ONG Mildove, structure organisatrice, a regroupé des aînés connus ou anonymes, pionniers et modèles pour la Côte d'Ivoire.

À l'occasion de cette première



Mme Honorine WAYOU TIBOU "Mémé Hono": DIADÈMES Travailleur Indépendant - TikTokeuse. (Ph: DR)



M. YÉO Martial: DIADÈMES d'Or : 1er Sélectionneur Vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations en 1992. (Ph: DR)

L'ONG MILDOVE présente DIADÈMES « SOCIETE »



M. Bamba BAKARY: DIADÈMES Étoile (Comédien) et Dr. Koffi DONKOR: DIADÈMES Étoile (Sculpteur - Prof. D'Arts Plastiques).



Diademes 1ere femme Officier de l'armée.

édition, près de 30 personnalités ainsi que des organismes ont été distingués dans différentes catégories, y compris SEM. Daouda Diabaté, SEM Georges François Ouégnin, Prof. Joséphine Guigui Wandja, Dr Boka Yapi Joseph, Feu Mme Mariam Dicko Konan, Mme Albertine Bahi, M.Yéo Martial, Mme Danielle Awaza, M. Ali Ouattara, Mémé Hono, Prof. Roger Delafosse, M. Georges Tai Benson, M. Bamba Bakary, M. Ricardo Somone, M. Pathé 'O, Garo Hasbanian, Dr. Koffi Donkor, Prof. Christiane Wellfens-Ekra, M. Ludo Wellfens, les organisations ARECO, CONARECI et FARECI.

Par ailleurs, Feu M. Marcel Bilé, Dr. Michel Zunon Kipré ET M. Likpa Koffi Bradarius ont été honorés à titre posthume.

La 2ème édition des DIADÈMES aura lieu le Samedi 21 Décembre 2024 au NOVOTEL à Abidjan.

Les nominations pour la deuxième édition du Trophée des Séniors - Diadèmes - sont ouvertes jusqu'au 31 Octobre, 2024 !



Feu Mme Mariam DICKO KONAN : DIADÈMES d'Or, 1^{ère} Femme Chimiste - Égérie de la Pièce de 25 f cfa.

**Inscrire un parent, une connaissance ou une icône inspirante,
pour les Diadèmes Awards.**

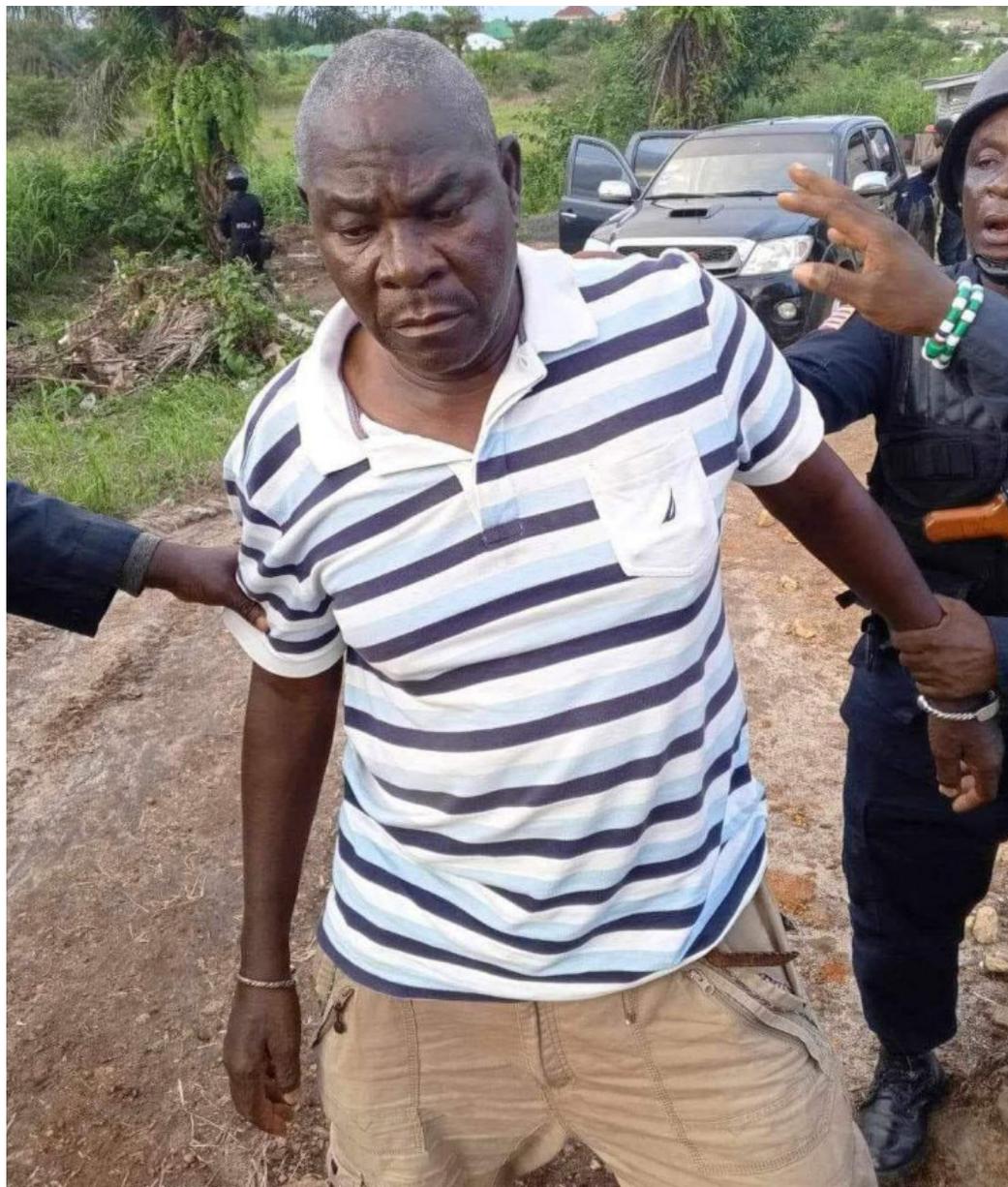
Sur le site internet : www.diademesawards.com
Ou en appelant le **(+225) 05 76 55 86 61.**

SOCIÉTÉ » Coopération Sud-Sud



Le Liberia livre Claude Pivi à la Guinée

Après plusieurs mois de cavale, le colonel Claude Pivi a été arrêté par la police libérienne. Il restait le seul accusé absent fin juillet lors du verdict du procès historique du massacre du 28 septembre 2009. Le tribunal l'avait donc condamné par contumace à la prison à la perpétuité. Le Liberia l'a extradé à Conakry.



Le Colonel Claude Pivi extradé du Libéria et ramené à la Maison Centrale de Conakry. (Ph : DR)

En fuite depuis le 4 novembre dernier, Claude Pivi a été arrêté dans un village frontalier entre

le Liberia et la Guinée. L'ennemi public numéro un de Conakry a été condamné en juillet à la réclusion criminelle à perpétuité

assortie d'une période de sûreté de 25 ans pour son rôle dans le massacre du 28 septembre 2009. De sources concordantes, l'arres-

tation a eu lieu dans la région de Nimba, frontalière de la Guinée forestière.

Les informations concernant la date exacte de cette arrestation en revanche divergent : Dansa Kourouma, président du Conseil national de transition (CNT) en Guinée, a déclaré en avoir été informé le 24 septembre 2024. Selon cette source, le fils de Claude Pivi, Verny Pivi, considéré comme le cerveau de l'évasion de son père de la prison centrale de Conakry, a également été arrêté.

Des photos de son arrestation ont commencé à circuler le 25 septembre 2024 sur plusieurs réseaux sociaux et sites de médias guinéens. On y voit Claude Pivi en polo rayé et bermuda, le visage creusé, visiblement affaibli. La presse libérienne, pour sa part, reste silencieuse sur le sujet.

Connu sous les surnoms de « Coplan » ou « KO », il était entouré de mystique, renforçant sa légende, surtout après sa disparition en novembre. Lors de ses auditions concernant le massacre du 28 septembre 2009, avant son évasion, il se vantait d'être le seul parmi les douze accusés à avoir véritablement fait la guerre, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau et au Liberia. Il avait également été, un temps, garde du corps du chef de guerre Charles Taylor.

Selon le procureur militaire de Conakry, le Colonel Pivi a été ramené à la maison centrale pour purger sa peine de réclusion à perpétuité.

Cette arrestation marque la fin d'une cavale qui a duré près d'un an.

A.D.

La RD Congo peine à venir à bout de l'épidémie de Mpox

L'épidémie de Mpox inquiète en Afrique... Depuis janvier, plus de 32 000 cas ont été enregistrés, et 840 décès selon le CDC Africa. La RD Congo est en première ligne puisqu'elle regroupe 26 000 cas à elle seule. Une campagne de vaccination doit être lancée début octobre.



Un patient contaminé par le Mpox montre ses mains infectées. (Ph : DR)

Les cas de contamination du nouveau variant du virus, le CLADE 1 B, a été découvert en septembre 2023 en RD Congo. De nombreux cas de Mpox sont observés dans une ville minière de l'est du pays, située non loin de la frontière avec le Rwanda et le Burundi.

La frontière est traversée chaque jour par des travailleurs des mines, des hommes d'affaires

mais aussi beaucoup de travailleuses du sexe originaires des pays voisins. Elles représentent même un tiers des personnes infectées par le virus.

Le Mpox est une maladie virale qui se propage de l'animal à l'homme mais qui se transmet aussi par un contact physique étroit.

«Dans la mesure où on voit que ce variant est sorti de sa niche écologique qui était plutôt la

République démocratique du Congo, c'est clair qu'on peut avoir une transmission internationale et c'est pour ça que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré cette situation d'urgence pour que tous les pays soient bien alertés», a expliqué Dr Sylvie Briand, directrice du département risque épidémique et pandémique à l'OMS.

Une flambée favorisée par le manque de moyens sanitaires

en RD Congo. Même si le pays avait déjà homologué plusieurs vaccins, les stocks sont insuffisants pour faire face à ce nouveau variant qui touche toutes les tranches d'âge, qui est plus transmissible et qui tue plus. Le taux de mortalité est estimé à 3,6%.

M.I.B.



SPORT » CAF : Symposium technique des entraîneurs de la Can 2023 à Abidjan

Une rencontre décisive pour l'avenir du football africain

Les 12 et 13 septembre 2024, Abidjan a accueilli un symposium technique de grande envergure organisé par la Confédération africaine de Football (Caf) en collaboration avec la Fédération Ivoirienne de Football (Fif). Cet événement, tenu en présence de nombreux experts internationaux, d'entraîneurs et de dirigeants, s'est révélé être un moment clé pour réfléchir à l'héritage de la Coupe d'Afrique des Nations (Can), "Côte d'Ivoire 2023", et à son impact sur l'évolution du football africain.

Ce symposium a réuni des tacticiens issus de 42 fédérations africaines, mettant en lumière l'importance de cette compétition continentale et son influence durable sur le football africain. Des experts internationaux, y compris des représentants de la Fifa et de



Ce symposium a réuni des tacticiens issus de 42 fédérations africaines, mettant en lumière l'importance de cette compétition continentale et son influence durable sur le football africain (Ph : DR)

du football africain ont échangé sur des sujets stratégiques, renforçant la solidarité et la coopération entre les différentes nations

noï, prévu en Côte d'Ivoire, est perçu comme un catalyseur pour la progression du football sur le continent, tant sur le plan technique que sur les infrastructures sportives.

Lors de son discours, Dr Motsepe a mis en avant le rôle crucial que la Can 2023 jouera dans la formation des jeunes talents, le développement des académies de football et la professionnalisation des structures sportives africaines. L'héritage de cette compétition ne se limitera pas aux stades modernes et aux infrastructures améliorées, mais se traduira également par un renforcement des compétences des entraîneurs et des tacticiens à travers le continent.

La participation des membres du

gouvernement ivoirien, ainsi que celle du Président de la Fédération Ivoirienne de Football (Fif), Yacine Idriss Diallo, a renforcé l'importance nationale et continentale de cet événement. Ils ont souligné que l'organisation de la Can 2023 en Côte d'Ivoire représente non seulement une vitrine pour le pays, mais aussi une opportunité d'impulser une dynamique économique et sociale dans les villes hôtes.

Les discussions ont également porté sur la durabilité des investissements réalisés pour l'organisation de la Can, avec un accent particulier sur la manière dont ces infrastructures pourront servir les générations futures et soutenir la pratique du football à tous les niveaux.

Des sujets débattus lors de ce symposium de deux jours, plusieurs thèmes clés ont émergé. Au titre des nouvelles stratégies tactiques et l'évolution des styles de jeu, les entraîneurs ont partagé leurs expériences sur les nouvelles tendances tactiques observées lors des dernières éditions de la Can, ainsi que sur les innovations dans la gestion des équipes et des compétitions internationales.

Sur le rôle de la technologie dans le football moderne, les discussions ont mis en lumière l'importance croissante de la technologie dans l'analyse des performances des joueurs, ainsi que son utilisation



le symposium technique de la Caf a également ouvert la voie à une réflexion collective sur les moyens de propulser le football africain vers de nouveaux sommets. (Ph : DR)

l'Uefa, se sont joints aux discussions, soulignant l'importance de l'échange d'idées et de la collaboration entre diverses instances du football mondial.

Parmi les participants figuraient des entraîneurs renommés des équipes finalistes de la Can 2023, comme ceux de la Côte d'Ivoire et du Nigeria, ainsi que des demi-finalistes, tels que l'Afrique du Sud et la République démocratique du Congo. Ces acteurs essentiels

du continent.

ENGAGEMENT FORT DU PRÉSIDENT DE LA CAF

Le Président de la Caf, Dr Patrice Motsepe, a profité de cette occasion pour réaffirmer son engagement envers le développement du football africain et mettre l'accent sur l'importance de l'héritage de la Can 2023. Ce tour-



La conclusion du symposium technique de la Caf. (Ph : DR)



CAN « Maroc 2025 » « SPORT

Les six villes hôtes dévoilées !

Après une édition 2024 plus que séduisante en Côte d'Ivoire, l'édition marocaine, prévue en hiver 2025, est attendue avec impatience par les observateurs et les spectateurs. En attendant, les villes hôtes ont été présentées.



L'objectif du Maroc sera de soulever le trophée le 18 janvier 2026 et ce pour la deuxième fois de son histoire. (Ph: DR)

tion pour améliorer les prises de décision sur le terrain. Concernant la formation des jeunes et la détection des talents, un accent particulier a été mis sur la formation des jeunes footballeurs africains et la nécessité d'améliorer les structures académiques pour offrir des opportunités aux talents émergents à travers le continent. S'agissant de l'inclusion et l'égalité dans le football africain, les discussions ont également porté sur les initiatives visant à promouvoir la diversité, l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans le football, afin de renforcer le développement du sport à travers toutes les strates de la société.

VERS UN AVENIR PROMETTEUR

Le symposium technique de la Caf à Abidjan a jeté les bases pour une meilleure collaboration entre les fédérations africaines et les experts internationaux, tout en mettant en lumière l'importance de la Can 2023 comme un tremplin pour l'évolution du football en Afrique. Le dialogue ouvert entre les entraîneurs, les dirigeants et les experts permet d'envisager des perspectives prometteuses pour l'avenir du sport sur le continent.

Grâce aux échanges fructueux lors de cet événement, la Caf et ses partenaires sont mieux préparés à affronter les défis futurs, tout en capitalisant sur les leçons apprises et les succès engrangés durant la Can 2023. Le football africain se trouve à un tournant décisif, et avec des événements comme ce symposium, l'avenir semble plus brillant que jamais.

En conclusion, le symposium technique de la Caf a non seulement permis de faire le point sur les réalisations passées, mais a également ouvert la voie à une réflexion collective sur les moyens de propulser le football africain vers de nouveaux sommets.

J.C.PAGNI

La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé les six villes hôtes de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2025 au Maroc. La compétition se déroulera à Casablanca, Rabat, Tanger, Fès, Agadir et Marrakech. Le tournoi débutera le 21 décembre 2025 et se terminera le 18 janvier 2026.

Les Lions de l'Atlas seront attendus au tournant dans cette Coupe d'Afrique des Nations 2025. Éliminés prématurément lors de l'édition 2024 au stade des huitièmes de finale par l'Afrique du Sud sur le score de 2 buts à 0, les Marocains auront une revanche à prendre devant leur public.

L'objectif sera clair : soulever le trophée le 18 janvier 2026 et ce pour la deuxième fois de son histoire. Le dernier succès maro-

cain dans une Coupe d'Afrique des Nations remonte à l'édition 1976. Les hommes de Walid Regragui savent ce qui leur reste à faire.

Pour rappel, l'équipe nationale du Maroc commencera la compétition à Rabat, où se déroulera également le match d'ouverture. Avant le tournoi, les joueurs et le staff seront basés au Centre Mohammed VI de Maâmora, où ils séjourneront durant la compétition, au moins pour la phase de groupes, en fonction des résultats obtenus. La finale, selon nos informations, aura lieu à Rabat, au Complexe Moulay Abdallah, qui est en cours de rénovation pour accueillir la CAN 2025 et se préparer pour la Coupe du Monde 2030, pour laquelle le Maroc, en partenariat avec l'Espagne et le Portugal, est candidat.

Les équipes adverses du groupe marocain seront aussi logées à Rabat ou dans ses environs, où le comité d'organisation leur fournira des terrains d'entraînement individuels. Chaque équipe participant à la CAN aura accès à un terrain d'entraînement, comme promis dans le dossier de candidature du Maroc.

Les autres groupes seront répartis entre les villes suivantes : Casablanca, où les matchs se joueront au Complexe Mohammed V, actuellement en pleine rénovation ; Tanger, dont le Grand Stade est en travaux ; Marrakech, Fès et Agadir, qui disposent de grands stades en cours de remise à niveau et de rénovation avant la CAN 2025.

GFY

SPORT » FIFA

Les **raisons** de la lourde suspension de **Samuel Eto'o**

L'ancienne star Samuel Eto'o, président de la Fédération camerounaise de football (FECAFOOT), est suspendue six mois de tous matches des sélections de son pays pour son attitude lors du match du Mondial U20 des féminines, a annoncé le 30 septembre 2024 la FIFA.



La FIFA reproche à Samuel Eto'o d'avoir enfreint les règles relatives au « comportement offensant » en « violation des principes du fair-play. (Ph: DR)

La commission de discipline de la Fédération internationale reproche à Samuel Eto'o d'avoir enfreint les règles relatives au « comportement offensant » en « violation des principes du fair-play » et à l'« incorrection de joueurs et officiels ». Il est reproché à l'actuel patron du football camerounais d'avoir mis la pression sur les officiels lors du 8^e de finale perdue par les Camerounaises contre

le Brésil (3-1 a.p.) lors du Mondial U20 en Colombie, à Bogota. La délégation camerounaise a totalement contesté le penalty de l'égalisation des Brésiliennes.

La suspension de Samuel Eto'o ne concerne pas ses fonctions de président de la FECAFOOT mais « l'empêchera d'assister aux matches de football masculin et féminin impliquant des équipes représentatives de la FECAFOOT dans

toutes les catégories ou groupes d'âge », a précisé la FIFA.

Elu président de la FECAFOOT en 2021, Eto'o est en conflit ouvert avec le pouvoir. En mars, il a refusé la nomination du sélectionneur belge de l'équipe A masculine Marc Brys, voulue par le ministre des Sports, avant de s'incliner.

GFY



Pape Thiaw succède à Aliou Cissé

Quarante huit heures après l'officialisation du départ d'Aliou Cissé du banc des touches des Lions de la Teranga après neuf ans de bons et loyaux services, la Fédération sénégalaise de football (FSF) a publié le 4 septembre 2024 une liste de 26 joueurs pour la double confrontation contre le Malawi, avec des Lions qui seront dirigés provisoirement par l'ancien international Pape Thiaw.

Le Sénégal a tourné la page Aliou Cissé. Pour le remplacer, Pape Bouna Thiaw et Teddy Georges Gérard Pellerin ont été nommés à la tête de l'équipe nationale du Sénégal pour les prochaines éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations « Maroc 2025 ». « La sélection sera conduite, à titre intérimaire, par le premier adjoint Pape Thiaw et le deuxième adjoint Teddy Pellerin, sous la supervision et la coordination du directeur technique national, Mayacine Mar, a précisé la Fédération.

Leur mandat comprendra les matches des 3^e et 4^e journées des qualifications pour le tournoi prévu au Maroc entre décembre 2025 et janvier 2026.

Pape Thiaw, ancien joueur international, travaillera aux côtés de Pellerin, qui a été entraîneur de la condition physique sous Aliou Cissé tandis que Mayacine Mar, le directeur technique national, apportera son soutien.

La décision de limoger Aliou Cissé a été prise n'a donc rien chambouler. La FSF a voulu préserver la continuité au sein du staff technique à la faveur des quatre prochains matches.

Une situation qui évoque un précédent avec Joseph Koto, qui avait temporairement pris les rênes des Lions de la Teranga avec succès mais avait finalement échoué dans les qualifications pour la CAN 2013, menant son remplacement.

Les amateurs du football local ont longtemps reproché à Aliou Cissé de négliger les joueurs évoluant au Sénégal. De son côté, Pape



Pape Bouna Thiaw dirige provisoirement les Lions de la Teranga. (Ph: DR)

Thiaw a conduit en 2022 l'équipe nationale locale à la victoire lors du Championnat d'Afrique des nations (CHAN). Ce succès lui a valu sa promotion temporaire aux côtés d'Aliou Cissé. Toutefois, la FSF reste prudente quant à la

possibilité de lui confier les rênes des Lions.

Après une décennie à la tête des Lions de la Teranga, Aliou Cissé part par la petite porte. Une prolongation d'une année avait été initialement envisagée mais

le ministère des sports, principal payeur, s'y est opposé dans une « lettre confidentielle », arguant que les objectifs fixés lors des dernières compétitions n'ont pas été atteints ».

GFY



SPORT » Guinée

Michel Dussuyer : « La Guinée a été le premier pays d'Afrique à m'accueillir et à lancer ma carrière »

L'entraîneur français Michel Dussuyer a officiellement été nommé nouveau sélectionneur de l'équipe nationale par la Fédération guinéenne de football le samedi 21 septembre. Il succède au technicien guinéen Kaba Diawara, limogé le 4 août dernier.



Michel Dussuyer revient sur le banc de la sélection nationale guinéenne pour une troisième fois après deux premiers mandats (2002-2004 et 2010-2015). (Ph: DR)

Le tour de l'Afrique de l'Ouest se poursuit pour Michel Dussuyer (65 ans). Après la Guinée,

Côte d'Ivoire et le Bénin, c'est à la Guinée d'accueillir à nouveau le technicien français. Il revient sur le banc de la sélection

nationale guinéenne pour une troisième fois après deux premiers mandats (2002-2004 et 2010-2015). Déjà nommé au sein

de la direction transitoire mise en place début août pour assurer la « continuité dans la préparation des prochaines échéances » de la sélection, Michel Dussuyer succède finalement à Kaba Diawara, limogé le 4 août dernier après des Jeux olympiques 2024 ratés, et au Franco-Guinéen Charles Paquille qui avait assuré l'intérim sans convaincre.

Michel Dussuyer, passé entre-temps par les bancs de la Côte d'Ivoire et du Bénin, avait hissé la Guinée en quarts de finale de la CAN 2015. Pour son troisième mandat, il sera épaulé du Guinéen Mamadou Sylla Gaucher et du Français Alain Ravera et tentera de qualifier la sélection guinéenne pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations au Maroc. Son premier défi sera d'abord de relancer la dynamique du Syli national lors de la double confrontation contre l'Éthiopie début octobre, à l'occasion de la 3e et 4e journée des qualifications de la CAN 2025.

« La Guinée a été le premier pays d'Afrique à m'accueillir et à lancer ma carrière », se souvient le natif de Cannes avec émotion. Même après son départ en 2015, il n'a jamais cessé de suivre les performances de l'équipe. Quant à son avenir après les éliminatoires de la CAN 2025, Dussuyer reste prudent: « Pour l'instant, je suis focalisé sur cet objectif à très court terme. Après, on verra ».

Guy-Florentin Yameogo



Rayan Cherki va dire oui aux Fennecs

Convoité par la Fédération algérienne de football depuis plusieurs mois, Rayan Cherki n'a toujours pas pris sa décision quant à son avenir international. Mais le milieu offensif de l'Olympique de Lyon, ignoré en équipe de France, pourrait rapidement trancher en faveur des fennecs d'Algérie dans les prochains jours.

Sélectionné par la France pour participer aux récents Jeux Olympiques, Rayan Cherki attend désormais de rejoindre le groupe de Didier Deschamps avec impatience. Le meneur de jeu de l'Olympique Lyonnais a prolongé son contrat en faveur des Gones, ce qui a permis à son entraîneur Pierre Sage de le réintégrer dans son groupe.

Bloqué par la concurrence chez les Bleus, malgré la récente retraite internationale d'Antoine Griezmann, le joueur de 21ans ne serait plus insensible aux appels répétés de la Fédération algérienne de football. Spécialiste du football algérien, Amine Benchabir s'est exprimé sur le sujet. Dans des propos relayés dans Fennec Football, il estime que l'Algérie n'est plus si loin d'atteindre son objectif, car lassé d'attendre les Bleus, Cherki pourrait dire oui aux Fennecs. « Cherki est très loin de l'équipe de France, souffle-t-il. À son poste, il y a plusieurs très bons joueurs chez les Bleus. Les contacts sont toujours en de bonnes voies entre la Fédération algérienne et Rayan Cherki. Il a demandé à la FAF du temps pour prolonger son contrat avec Lyon, avant de rejoindre l'Algérie. Ce qui m'éffraie, c'est qu'il a un caractère trop fort, comme en témoignent son coach et ses coéquipiers ».

GFY



Le meneur de jeu de l'OL pourrait rejoindre les Fennecs d'Algérie. (Ph: DR)



SPORT » Basket-ball

Dikembe Mutombo emporté par une tumeur au cerveau

Dikembe Mutombo, basketteur de légende pendant 18 saisons en NBA, est décédé à l'âge de 58 ans le lundi 30 septembre. Il souffrait d'une tumeur au cerveau. Quadruple meilleur défenseur de la ligue nord-américaine, célèbre pour son jeu acharné et ses actions humanitaires, le Congolais d'origine a marqué son sport et au-delà, notamment en Afrique et en RD Congo.



Le colosse pivot congolais Dikembe Mutombo, ici sous les couleurs des Philadelphia Sixers en 2001. (Ph : DR)

On ne verra plus l'ancien basketteur Dikembe Mutombo. Le basket et la RD Congo ont perdu plus qu'un immense basketteur. L'ancien athlète d'origine congolaise, culminant à 2,18m, s'en est allé le 30 septembre 2024. Il souffrait d'une tumeur au cerveau. Dikembe Mutombo Mpolondo Mukamba Jean-Jacques Wamutombo (son nom complet) est retrouvé à 21 ans aux Etats-Unis grâce à une bourse universitaire. Au pays de l'Oncle Sam, la taille du gaillard ne passe pas inaperçue. L'équipe de Georgetown réussit

à mettre la main sur le kinois et l'installe comme pivot. Une forme, une paire redoutable avec Alonzo Mourning, tout en obtenant son diplôme en linguistique (il maîtrisait 9 langues) et en diplomatie.

Sur le parquet, le cercle était le domaine où il régnait et il débarqua en 1991 en National Basketball Association (NBA), la prestigieuse ligue nord-américaine de basket.

À l'époque, choisie par les Denver Nuggets, Dikembe Mutombo était le troisième joueur africain à découvrir la NBA après le Nigérian Hakeem Olajuwon et le Soudanais Manute Bol.

Avec ses bras démesurés et son énergie, Dikembe Mutombo a multiplié les contres et enchaîné les rebonds défensifs à Denver. Il rejoint Atlanta en 1996 puis les Philadelphia Sixers en 2001. La suite de la carrière du « Mount Mutombo » est moins brillante. Il signe aux New Jersey Nets pour la saison 2002-2003, mais blessé, il joue peu. Après une pige aux New-York Knicks, le pivot terminera sa carrière chez les Houston Rockets, de 2004 à 2009. C'est à l'âge de 43 ans qu'il a raccroché en raison d'une grosse blessure au genou gauche.

En 18 années, le géant de Kinshasa a réussi 3289 contres,

soit le deuxième meilleur total derrière Hakeem Olajuwon. Il a aussi terminé à quatre reprises Meilleur défenseur de l'année, record partagé avec Ben Wallace et a pris part au All-Star Game à huit reprises.

Avant même la fin de sa carrière, le basketteur était très impliqué dans l'humanitaire. « Rendre à l'Afrique, aider la jeunesse de mon continent, quelles que soient les circonstances. C'est ce qui me fait avancer et vivre avec une telle passion », confiait-il en 2019 sur les antennes de RFI.

En 1997, il créa une fondation à son nom. Et en 2007, grâce aux 15 millions d'euros investis de sa poche, un hôpital a vu le jour à Kinshasa, dans la commune de Masina. Il porte le nom d'hôpital Biamba Marie Mutombo, en l'honneur de la mère de Dikembe Mutombo.

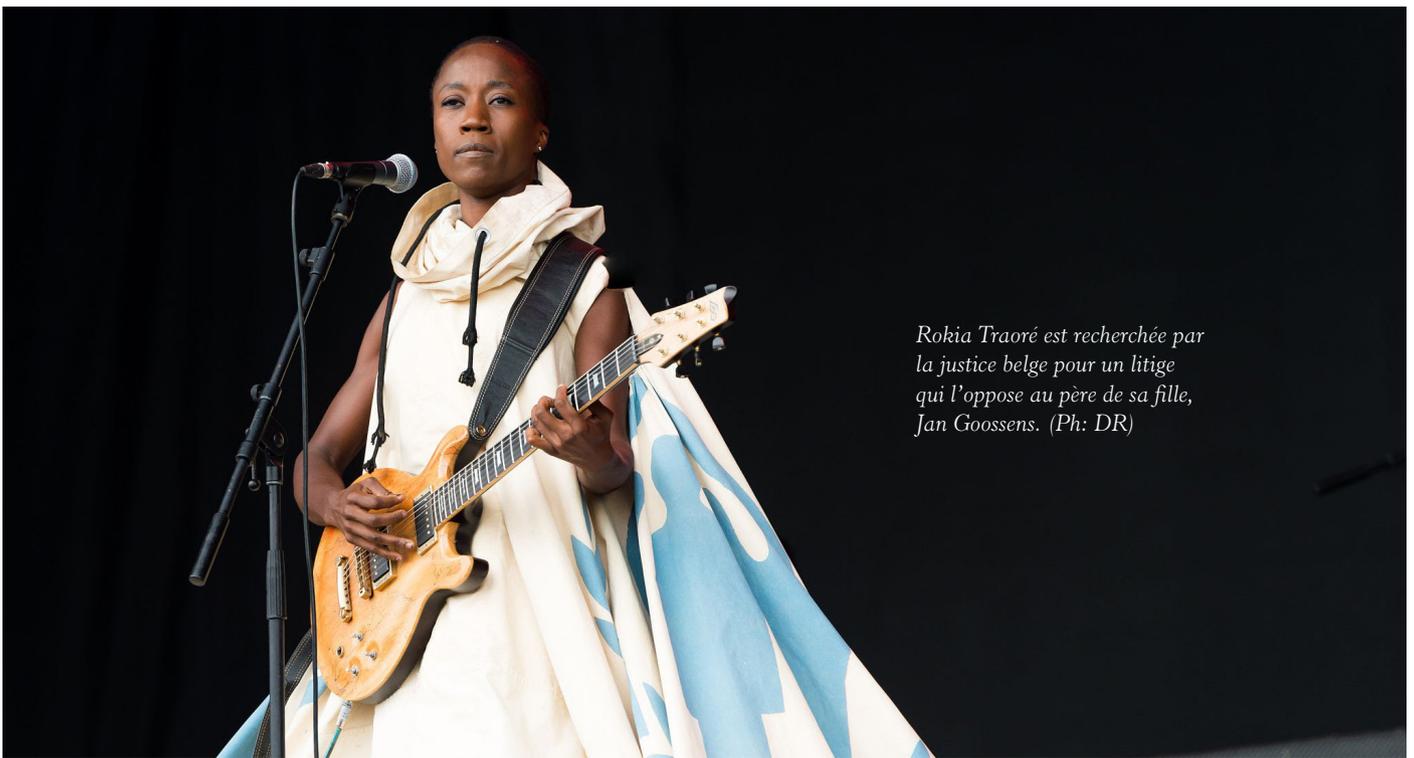
En 2021, il a ouvert une école à Mbiji-Mayi : l'Institut Samuel Mutombo des Sciences et de l'Entrepreneuriat, baptisé au nom de son père. L'école, construite là où résidait la famille Mutombo il y a longtemps, accueille plus de 400 élèves qui bénéficient d'une bourse pour leur éducation. Fin 2022, le basketteur avait dû subir une opération pour une tumeur au cerveau et suivre un protocole de soins.

L'ancien colosse basketteur a eu sept enfants avec son épouse Rose (dont autre adopté).

GFY

Les raisons de l'arrestation de Rokia Traoré en Italie

La chanteuse malienne Rokia Traoré, et ambassadrice de bonne volonté à l'ONU arrêtée en juin en Italie va être remise à la Belgique «dans les dix jours» annonce son avocate à Rome. Rokia Traoré est recherchée par la justice belge pour un litige qui l'oppose au père de sa fille.



Rokia Traoré est recherchée par la justice belge pour un litige qui l'oppose au père de sa fille, Jan Goossens. (Ph: DR)

Arrêtée en juin à Rome, Rokia Traoré (50 ans) sera bientôt remise aux autorités belges. La chanteuse et guitariste malienne avait été condamnée l'an dernier en Belgique à deux ans de prison pour ne pas avoir rendu sa fille au père belge de l'enfant. Que s'est-il réellement passé ? Condamnée en Belgique dans une affaire de non-représentation d'enfant et arrêtée en juin en Italie, la chanteuse malienne « devra être transférée dans les dix jours » (a annoncé devant la cour d'appel de Rome son avocate italienne Maddalena

Claudia Del Re le 26 septembre 2024).

La chanteuse et guitariste, qui avait été condamnée par défaut en octobre à deux ans de prison dans cette affaire, avait été arrêtée en juin à l'aéroport Fiumicino de Rome, où elle venait d'atterrir pour donner un concert dans le pays.

Le parquet de Bruxelles avait alors indiqué que «l'arrestation de Mme Traoré en Italie fait suite à une décision du tribunal correctionnel de Bruxelles du 18 octobre 2023 ayant condamné l'intéressée, par défaut, à une peine de deux ans d'emprisonnement du chef de non-représen-

tation d'enfant» à la personne en ayant la garde.

Rokia Traoré avait déjà été arrêtée en mars 2020 à Paris en vertu d'un mandat d'arrêt européen, car un tribunal belge lui avait ordonné de rendre sa fille, désormais âgée de 9 ans, au père belge de l'enfant, Jan Goossens. En dépit d'une interdiction de quitter la France, elle s'était envolée avec sa fille pour le Mali.

Après l'annonce de la décision de la justice italienne, l'avocat belge de Jan Goossens, Sven Mary, a indiqué que son client espérait «obtenir des solutions constructives pour le bien-être

et dans l'intérêt de sa petite fille ».

L'enfant, qui demeure au Mali, vit «maintenant depuis des mois sans ses parents, ce qui ne peut en aucun cas être bon pour elle», a-t-il ajouté. «Il est souhaitable de garantir à la petite une éducation par les deux parents.»

Outre sa carrière musicale, Rokia Traoré est également connue pour son soutien aux réfugiés. Elle est devenue une ambassadrice de l'ONU pour les réfugiés en 2015.

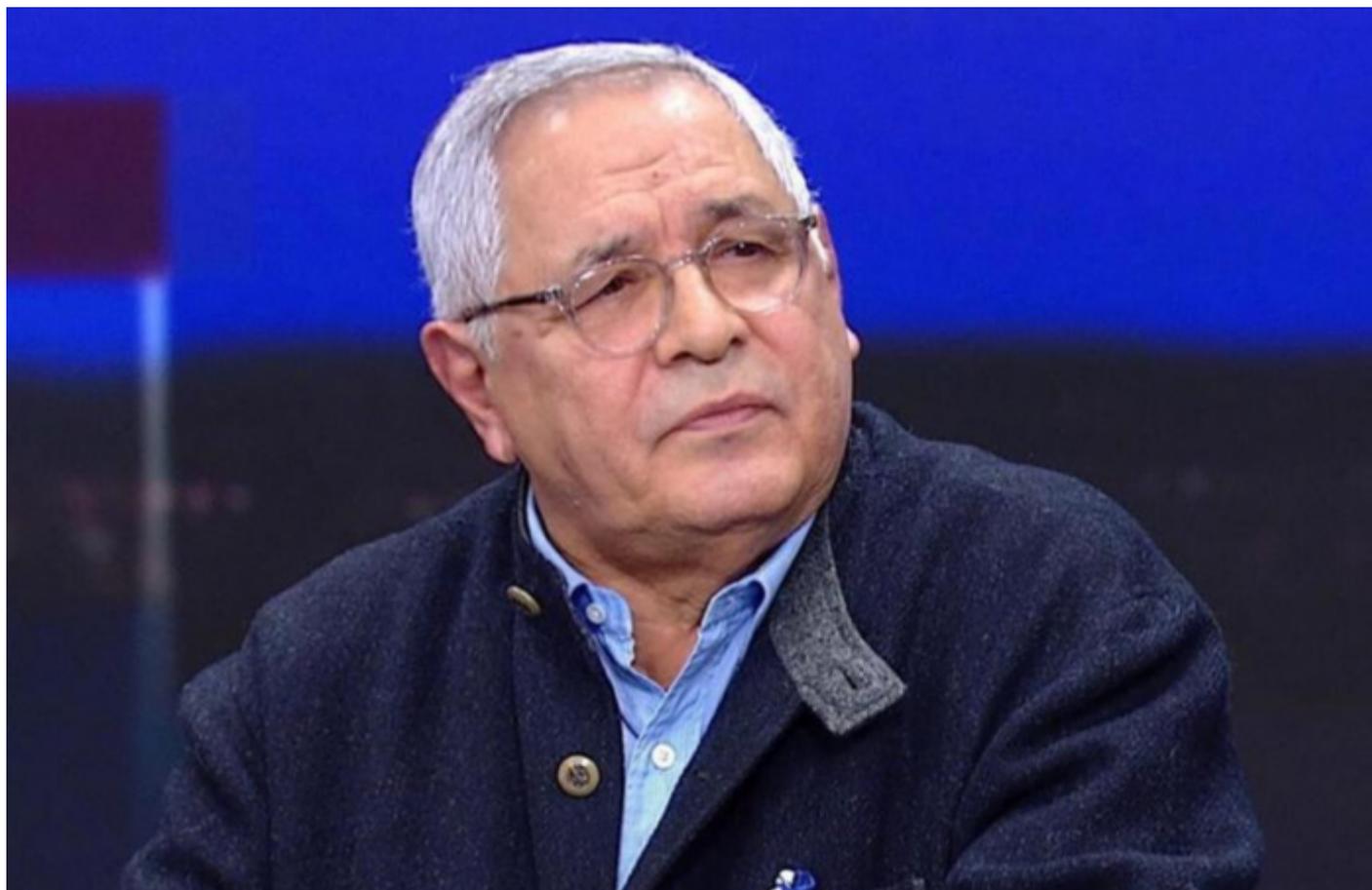
Marie-Inès Bibang



CULTURE » Littérature

Robert Bourgi dévoile l'histoire cocasse des djembés avec **Blaise Compaoré**

Robert Bourgi a récemment publié ses mémoires sous le titre «Ils savent que je sais tout, ma vie en Françafrique» (509 pages). L'avocat témoigne de 40 ans de politique française.



Robert Bourgi, le dernier témoin de la Françafrique a publié ses mémoires au titre explosif, «Ils savent que je sais tout». (Ph: DR)

Pilier des relations franco-africaines pendant des décennies, Robert Bourgi publie ses mémoires. Il y raconte sa vie et les décennies passées au cœur de la politique française. «J'ai navigué pendant quatre décennies au niveau le plus élevé de l'État français. Du temps du président Mitterrand, du temps de Monsieur Chirac, du temps de Nicolas

Sarkozy, et j'étais l'homme de l'ombre jusqu'à ce que j'aie commencé à parler. J'ai 79 ans, j'ai voulu en faisant mes mémoires dire un peu, tout ce que j'ai fait, tout ce que j'ai vu, tout ce que j'ai entendu pendant 40 ans», explique le conseiller politique franco-libanais.

Le dernier témoin de la Françafrique raconte également en détail comment les chefs d'Etat africains ont secrètement finan-

cé la droite française pendant des décennies.

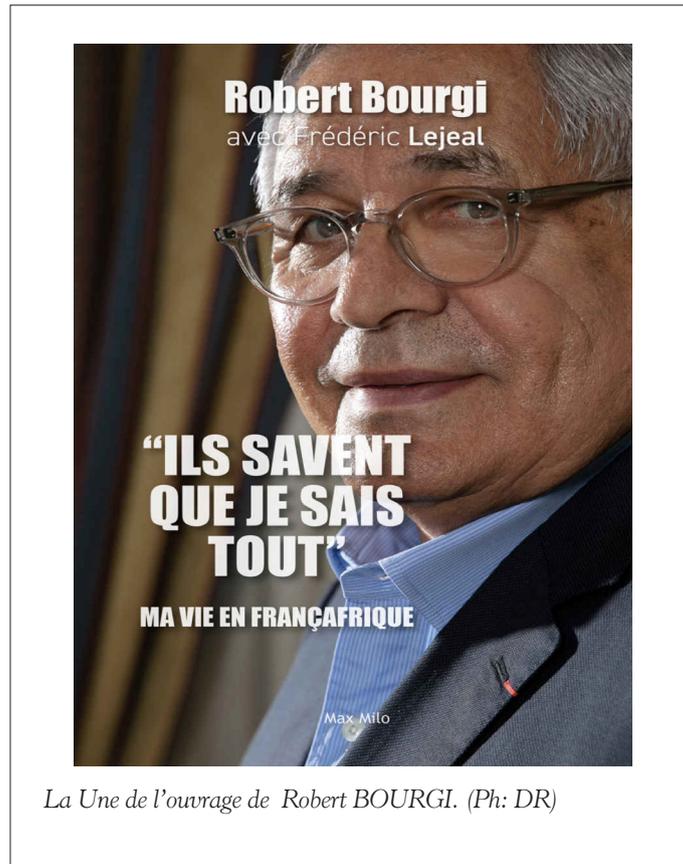
La Françafrique, selon ses propos, « c'est la politique de la France en Afrique telle qu'elle a été inspirée par le général de Gaulle et appliquée par Jacques Foccart en s'appuyant sur trois pôles, Dakar (Sénégal), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Libreville (Gabon), où se trouvaient trois chefs d'État de très grande valeur : Léopold Sédar Senghor, Félix

Houphouët-Boigny et Omar Bongo, un manœuvrier de premier ordre. Dans la Françafrique, il y a eu du bon et du mauvais. Mais lorsqu'on regarde la position actuelle de la France sur le continent, on ne peut que regretter la place qu'elle occupait autrefois. La Françafrique n'existe plus. Le déclin remonte à la fin de la présidence Chirac. Je suis un ami inconditionnel de Nicolas Sarkozy mais force est de constater qu'il

Littérature « CULTURE



n'a pas la fibre africaine. Les présidents Hollande et Macron, encore moins. En Afrique, les nouvelles générations ne supportent plus l'arrogance française. La jeunesse africaine s'est détournée de nous », apprend-il. Dans ses mémoires, il renseigne que Jacques Chirac était un authentique africain. Comment ? « Aucune personnalité politique française n'a atteint en Afrique francophone la dimension quasi mystique de Jacques Chirac. D'abord, il faisait quelque chose que personne n'a fait après lui : il cultivait des liens personnels et familiaux avec les chefs d'État. En tant qu'héritier de De Gaulle et Pompidou, il a eu cette chance d'avoir à ses côtés Jacques Foccart, dont la connaissance de l'Afrique et des Africains reste à ce jour inégalée parmi les Français. J'étais là quand Foccart a dit à Chirac : « Jacques, comme je l'ai conseillé au Général et à Georges Pompidou, vous devez téléphoner à quatre ou cinq chefs d'État africains chaque semaine, ne serait-ce que pendant trois minutes. Demandez-leur des nouvelles de leurs épouses, de leurs enfants ; souhaitez les anniversaires, etc. » À chaque date importante, je faisais comme Foccart : le matin même, je rappelais au président que telle personne fêtait aujourd'hui un anniversaire. Et il téléphonait au président concerné. C'était ça aussi, la « méthode Foccart ». Toujours au sujet de Jacques Chirac, on apprend qu'il fréquentait... les marabouts. « Il était, comme d'ailleurs François Mitterrand, un adepte des forces occultes. Avant la présidentielle 1988, Charles Pasqua avait rassuré Chirac sur les sondages mais d'autres, dans son entourage, étaient moins optimistes. Omar Bongo, lui, qui suivait la politique française dans les moindres détails, voulait en avoir le cœur net. Il lui a donc envoyé son propre marabout, qui était très âgé. J'ai installé ce dernier dans un hôtel près de la



La Une de l'ouvrage de Robert BOURGI. (Ph: DR)

mairie de Paris afin qu'il fasse, reclus dans sa chambre pendant trois jours, cette prière qu'on appelle le khalwa - c'est toujours le jeudi soir - qui lui permet en quelque sorte de « quitter la terre » pour aller vers « l'Être suprême ». Au bout de trois jours de ce travail de préparation, je passe chercher le marabout de Bongo à l'hôtel... et il m'annonce la mauvaise nouvelle : « Ce n'est pas bon, mon fils. » Puis je l'emmène, vers 20 heures, dans le bureau de Chirac à l'Hôtel de Ville car c'était au marabout, pas à moi, de lui communiquer ses prédictions. J'avais prévenu Chirac qu'il fallait s'adresser au marabout en l'appelant « papa ». Nous entrons dans la pièce et Chirac lui demande : « Alors, papa ? » Une scène de film ! Le marabout lui apprend alors le résultat est négatif. Chirac se tourne vers moi et me lance : « Mais on m'avait dit que les sondages étaient bons ? » Et moi : « Mais monsieur

le maire [de Paris], ce n'est pas moi qui prie, c'est lui. » Quelques jours plus tard, Chirac était battu par K-O. Mitterrand avait huit points d'avance sur lui. Arrive la présidentielle de 1995. De nouveau, Omar Bongo fait travailler son marabout tandis que, de mon côté, je sollicite le marabout du président sénégalais Abdou Diouf, un saint homme qui vivait à Ziguinchor, en Casamance, loin de la capitale. Jacques Chirac croyait dur comme fer à ce genre de prédictions. Un soir, à l'approche du scrutin - ce devait être début avril 1995-, j'assiste à une scène surréaliste à la mairie de Paris : le marabout prend les deux mains de Chirac avant de lancer un flot d'incantations et de paroles cabalistiques que je comprenais en partie, certaines étant tirées du Coran. Il regarde Jacques Chirac et lui fait savoir que, cette fois-ci, la victoire est assurée. Après la cérémonie,

Jacques Chirac a téléphoné au président gabonais pour lui dire : « Omar, je viens de terminer avec notre ami. C'est bon pour moi, je te remercie. Si je suis élu, je t'appellerai en premier. » Robert Bourgi raconte aussi l'histoire cocasse des djembés avec Blaise Compaoré. « C'est une histoire de fou. À l'automne 2001, Blaise Compaoré, président du Burkina, me dit, très en amont de la présidentielle l'année suivante : « Jacques m'a demandé de l'aider, mais il faut être très prudent. Tout est surveillé, même nos émissaires, il faut se méfier, on ne sait jamais. Alors, je vais trouver un stratagème. » Je rentre à Paris et nous suivons la « procédure » habituelle, je demande un rendez-vous à l'Élysée afin d'être reçu, accompagné de l'émissaire du président burkinabé. Il s'agissait de Salif Diallo, ministre de l'Agriculture, un proche de Blaise Compaoré. Le rendez-vous est fixé un dimanche à 19 h 30. Je rejoins Salif Diallo à son hôtel, un Sofitel. Et dans sa suite, que vois-je ? Quatre djembés ! Je lui demande de quoi il s'agit. D'un groupe folklorique, peut-être ? (rires). Et lui de me répondre : « C'est l'argent, le patron a dit qu'il fallait le mettre dedans. » Bourré de billet, chaque tambour pesait son âne mort. Or j'avais une sciatique. J'avais été opéré et ne pouvais soulever quoi que ce soit. J'appelle mon fils à la rescousse. Et nous voilà en route tous les trois pour l'Élysée. Les consignes avaient été données : on pénètre par la Cour d'honneur. Et sous les yeux des gendarmes interloqués, nous ouvrons le coffre pour sortir les quatre djembés pleins à craquer. Un sketch. J'appelle alors la secrétaire qui descend. Chacun prend un djembé. Au total, 3 millions de dollars en petites coupures. Une fois là-haut, il a fallu découper les peaux des djembés au ciseau ! »

A.D.

GASTRONOMIE » NGOULOU MU MAKO OU BOUILLON DE PORC AUX PLANTAINS

Préparation 20 min

Cuisson 55 mn

Difficulté *

Pour 4 Personnes

INGREDIENTS

1 kg de viande de porc
1 grosse tomate fraîche
2 oignons

3 gousses d'ail
½ poivron vert
1 piment rouge frais (pour parfumer)
3 cuillères à soupe de poudre

de crevettes séchées
2 feuilles de laurier
4 bananes plantains pas trop mûres

1 cube de bouillon (épices-oignons)
3 cuillères à soupe d'huile
Sel, poivre

PREPARATION

Demandez à votre boucher un morceau (1kg) de viande de porc (dans les côtes). Coupez le porc en morceaux que vous lavez, réservez dans une casserole. Salez, poivrez puis mettez-les à cuire dans un fond d'eau 10 mn.

Épluchez, lavez et mixer les oignons. Réservez
Pelez les gousses d'ail et la tomate. Épépinez et lavez la moitié d'un poivron vert. Mixez ensemble l'ail, la tomate fraîche et le poivron. Réservez.

Ajoutez à la viande les oignons mixés ainsi que le mélange ail, poivron vert, tomate fraîche, le piment rouge, la poudre de crevettes séchées, les feuilles de laurier, le cube de bouillon, l'huile couvrez d'eau puis laissez cuire à couvert et à feu



moyen pendant 25 mn en remuant de temps en temps.

Épluchez, lavez puis coupez les bananes plantains en gros morceaux, ajoutez-les à la préparation et laissez cuire encore environ 20 à 30 mn.

Servez bien chaud.

De vous à moi
Recette traditionnelle du sud de la République du Congo. Cette variante est plus élaborée que la recette d'origine qui est moins épicée mais tout aussi bonne. Bien sûr d'autre viande peuvent convenir pour ceux qui ne mangent pas de porc. On retrouve ce plat également au Cameroun.

Bon appétit.

Danielle EBENGU

Ph: DR

LE NUMÉRO 621 D'AMINA mag EST EN KIOSQUE



EN COVER DE CE NUMÉRO, FRÉDÉRIQUE KRAGBÉ LEININGER, UNE ENTREPRENEURE QUI VEILLE AU BIEN-ÊTRE DES FEMMES.
RETROUVEZ AUSSI DANIS CIVIL, MÉDAILLÉ D'ARGENT EN BREAKDANCE AUX JO DE PARIS 2024 ET L'ESCRIMEUSE SÉNÉGALAISE BINTA NDEYE DIONG.
AU SOMMAIRE, DEUX DOSSIERS : COMMENT VIVRE ET S'ADAPTER À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET UN SECOND CONSACRÉ AUX FEMMES QUI RÉUSSISSENT MALGRÉ UN PARCOURS MIGRATOIRE COMPLIQUÉ.
DE LA CULTURE AVEC N'GEUR SARR, ROSEMONDE PIERRE-LOUIS, ELIKEM «L'AFROPÉENNE», JENNIFER RICHARD, PATRICK BAUCELIN ET GABRIEL SOULEYKA. ON «LISTEN» AVEC PLAISIR ALPHA PÉTULAY, ET ON APPRÉHENDE LA SITUATION DES FEMMES AU SAHEL GRACE À L'EXPERTISE D'ADAMAOU BOUBACAR. ON SE PASSIONNE POUR L'APPLICATION DE FRÉDÉRIC MAVILLE QUI MILITE POUR UN MONDE MEILLEUR.
ZOOM SUR LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE QUI TOUCHE 500 MILLIONS DE FEMMES ET FILLES AVEC L'IVOIRIENNE KHADY CISSÉ.
ON DÉCOUVRE DES FEMMES INSPIRANTES DONT ASMAA NIANG, LÉA KÉNOU, ADJARATOU LAWANI, PAGESSE DE LINKEDIN, ASSINA KAHAMA, FATOUMATA DIOP LO ET MAGUETTE NIANG.

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site :

<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

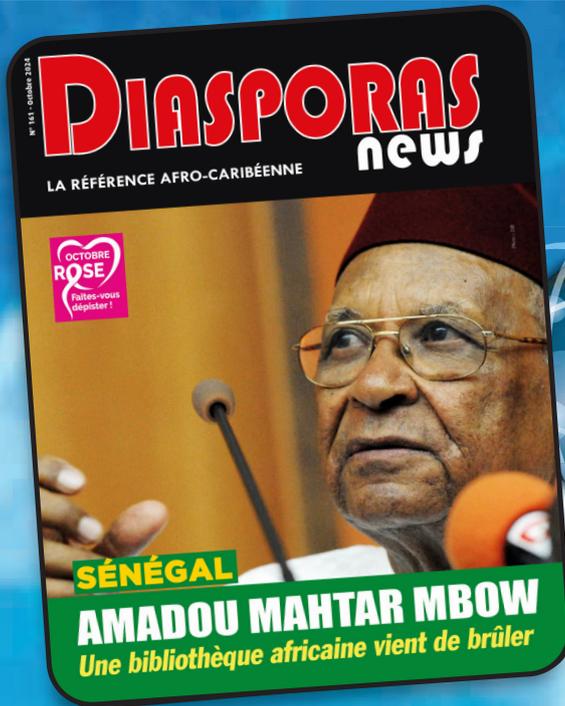
COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

1 AN
30€
 Frais de port inclus



Recevoir
directement
votre magazine
chez vous

Restez informé

ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour **30€ par an.**

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...

Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

COVID-19

BIEN UTILISER SON MASQUE

Comment mettre son masque



1 Bien se laver
les mains



2 Mettre les élastiques
derrière
les oreilles

OU



**Nouer les lacets
derrière
la tête et le cou**



3 Pincer le bord rigide
au niveau du nez,
s'il y en a un, abaisser
le masque en dessous
du menton et ne plus
le toucher

Comment retirer son masque



1 Se laver les mains
et enlever le masque
en ne touchant
que les lacets
ou les élastiques



2 Après utilisation,
le mettre dans un sac
plastique et le jeter

OU



**s'il est en tissu,
le laver à 60°
pendant 30 min**



3 Bien se laver
les mains
à nouveau

**Le masque est un moyen de protection complémentaire
qui ne remplace pas les gestes barrières**

